

25 mars 2023

**Contribution de Jean-Luc WARSMANN, Député des Ardennes,  
Conseiller Régional Grand Est représentant le Président Jean ROTTNER  
dans le cadre du Pacte Ardennes  
au plan de fermeture du réseau de boucle locale cuivre d'Orange**

==

Le réseau cuivre a été un élément très important de la modernisation de la France et a représenté depuis plus de 50 ans une opportunité nouvelle de communiquer pour nos concitoyens.

Aujourd'hui, de nouvelles pages de l'histoire des télécommunications s'écrivent.

Dans le département des Ardennes, la société Orange assure le déploiement de la fibre à Sedan, à Charleville-Mézières et dans 8 communes environnantes.

L'ensemble des autres communes ardennaises a bénéficié de la démarche du Conseil Régional Grand Est qui a su fédérer notre Conseil Départemental ainsi que les intercommunalités et qui a bénéficié de l'appui de l'Etat et de l'Union Européenne.

A cet instant, 348 communes ardennaises sont considérées comme entièrement fibrées grâce à cette initiative.

Le calendrier actuel prévoit qu'en octobre prochain l'ensemble des communes ardennaises, concerné par l'initiative du Conseil Régional, seront entièrement fibrées, ce qui signifie une ouverture au public des abonnements fibre au plus tard en février 2023 pour les habitants des dernières communes fibrées.

Dans ce contexte, je souhaite que les Ardennes soient un département prioritaire pour le démontage du réseau cuivre sur l'ensemble de son territoire.

Les Ardennes ont été très gravement touchées par la crise économique de 2008. Ainsi, le nombre d'emplois salariés privés a baissé de 8 000 de 2008 à 2016 passant de 56 000 à 48 000.

Cette situation a amené le Gouvernement à approuver un plan de redynamisation du département dénommé le Pacte Ardennes. Celui-ci a été signé le 15 mars 2019 à la préfecture à Charleville-Mézières par Madame Agnès BUZYN, alors Ministre de la Santé, et Monsieur Sébastien LECORNU, alors Ministre chargé des Collectivités Territoriales.

Il vise à redonner de l'attractivité à chaque commune ardennaise dans le cadre du volet patrimoine de ce pacte.

.../...

Depuis juillet dernier, des équipes du Conseil Régional effectuent le diagnostic du bâti commune après commune. Des dispositifs nouveaux d'une très grande force sont mobilisés pour valoriser ce patrimoine bâti ; à titre d'exemples : 80 % de subvention pour raser un bâtiment en ruine, 50 à 70 % de subvention pour permettre à une commune de rénover la façade et la toiture de chacun de ses bâtiments, subvention de 50 % pour les particuliers rénovant qualitativement la façade de leur habitation ancienne.

Dans ce contexte, je souhaite un démontage très rapide du réseau cuivre dans les Ardennes afin de lancer aussitôt un plan pluriannuel visant à enfouir tous les réseaux aériens, électricité et fibre, dans chaque partie urbanisée des communes ardennaises.

Ce programme entraînera parallèlement la modernisation de l'éclairage public permettant une baisse de la consommation d'électricité. Il s'agit là d'un enjeu de sécurité en supprimant les risques de dégâts sur un réseau aérien provoqués par des véhicules routiers de grands gabarits ainsi qu'un enjeu esthétique

A l'élimination des ruines, à la restauration du patrimoine bâti et à l'enfouissement des réseaux s'ajoute un plan visant à repenser l'aménagement paysager des communes passant par la plantation d'arbres et de haies dans une logique de protection de la biodiversité et incluant la valorisation du potentiel mellifère des communes.

Pour toutes ces raisons, j'émet un avis favorable au plan proposé par Orange pour la fermeture de la boucle locale cuivre.

Les travaux déjà engagés dans le cadre d'une expérimentation sur quatre communes ardennaises, Gernelle, Issancourt-Rumel, Vivier-au-Court et Vrigne-aux-Bois qui se déroulent correctement montrent que la réussite du processus est conditionnée par un travail partenarial et pragmatique entre les équipes locales d'Orange, en l'occurrence celles de Lille dont je tiens à saluer le travail, la Région Grand Est et son opérateur d'infrastructures, Losange.

L'intérêt général pour la réussite de la fermeture de la boucle locale cuivre d'Orange me semble commander le respect de trois conditions :

- la dépose du réseau cuivre doit se réaliser en concertation étroite avec l'opérateur infrastructures fibre localement implanté afin de limiter au maximum des désagréments sur le réseau fibre, la fibre utilisant par exemple les mêmes fourreaux souterrains que le cuivre ;
- les appels d'offres nationaux ayant montré dans ce domaine les multiples dysfonctionnements sur le terrain, la dépose du cuivre et son retraitement doivent être prioritairement confiés à des filières locales ;
- les infrastructures d'accueil libérées du cuivre si elles sont utilisées par le réseau fibre doivent être transférées au porteur de ce réseau d'initiative publique ou à l'opérateur d'investissement privé.

Les Conseils Régionaux au titre de leurs compétences économique et formation professionnelle peuvent être appelés à apporter leur soutien à l'émergence de filières locales permettant de réaliser ce chantier.

Je conclus cette contribution par la demande que toutes les communes ardennaises inscrites aujourd'hui au fichier IPE, soit 348, fassent l'objet d'un démontage du cuivre dès 2024, le reste du département pouvant être inscrit pour le quota 2025.